

Alcatel-Lucent : le gouvernement veut geler le plan social

La mobilisation des salariés français d'Alcatel-Lucent commence à payer. Suite au mouvement social généré par l'annonce d'un plan social plus lourd que prévu (12.500 suppressions de postes dans le monde, 1.468 en France), les syndicats et la direction ont été reçus ce jeudi par le ministre délégué à l'Emploi.

Gérard Larcher propose la mise en place d'un groupe de travail sur la place et la stratégie des télécoms en France et durant cette période, la suspension du plan social, expliquent les syndicats.

Le gouvernement entend prendre la main sur ce dossier délicat. *» Alcatel-Lucent doit faire preuve de beaucoup de responsabilités, tant sur la plan social qu'industriel », a souligné Jean-François Copé, porte-parole du gouvernement. Ce dernier « prend acte » de la volonté du groupe d'éviter des licenciements contraints.*

Pour autant, l'entrée en jeu du gouvernement risque de ne pas changer la donne. La marge de manoeuvre est étroite et comme lors de l'épisode HP France (avec un plan social massif), le gouvernement peut juste limiter les dégâts.

Les syndicats espèrent d'abord que la pression fera plier la direction. La mobilisation est en effet sans précédent *« C'est du jamais vu », confie le délégué CFDT d'Alcatel-Lucent France au Figaro.*

Et la situation pourrait se durcir : si la direction ne réduit pas son plan, le conflit s'installera dans la durée, préviennent les syndicats.

Des syndicats encore plus remontés depuis qu'ils ont appris que Alcatel-Lucent [vient d'obtenir](#) de la justice américaine 1,5 milliard de dollars de dommages et intérêts suite à une plainte contre Microsoft.